



L'aube d'un «nouveau Mexique »

Par [Claude Morin](#)

Mondialisation.ca, 09 mars 2019

J'ai appris à aimer le Mexique. Depuis 1969, j'y ai fait 18 séjours qui totalisent une trentaine de mois. Je lui ai consacré mon mémoire de maîtrise, ma thèse de doctorat et de nombreux écrits. Je l'ai parcouru à plusieurs reprises depuis la frontière nord jusqu'au Yucatán. Je reviens d'un séjour de trois semaines. Ce pays a occupé une grande place dans ma vie professionnelle. Mais depuis une trentaine d'années, j'accumulais déceptions et frustrations. Quatre problèmes accaparaient mon attention : 1- la pauvreté endémique et majoritaire; 2- la corruption verticale, du haut vers le bas de la pyramide sociale; 3- la violence systémique (domestique, patronale, policière, mafieuse); 4- l'impunité généralisée (une justice qui protégeait les puissants et une police incompétente et véreuse). La fraude électorale avait de plus entraîné un abstentionnisme croissant. L'horizon paraissait bouché.

Le 1^{er} juillet 2018, 70 % des Mexicains sont allés voter, le meilleur taux de participation depuis des décennies. Ils ont élu Andrés Manuel López Obrador (AMLO), l'ancien maire de Mexico (2000-05), âgé de 65 ans, un politique aguerrri issu du Tabasco, qui en était à sa troisième tentative d'arracher la présidence. Face à quatre autres candidats, il a obtenu une majorité absolue (53 %). Il a su gagner la confiance d'un peuple. Même les élites qui le redoutaient comme un dangereux « gauchiste » ou « populiste » n'ont pu lui opposer la fraude comme elles l'avaient fait en 2006. Sa popularité était trop grande, sa capacité de mobilisation trop évidente. Cette fois il a conquis la présidence à la tête d'un parti-mouvement qu'il a créé (Morena : Mouvement pour la Régénération Nationale) et d'une coalition (*Ensemble nous ferons l'histoire*) qui lui a assuré une majorité au Congrès. Morena doit son succès à la construction d'une base territoriale fondée sur des demandes locales, des mouvements revendicatifs et un tissu de loyautés traditionnelles ainsi qu'au grand capital de confiance dont AMLO disposait auprès de nombreux secteurs.



Homme réfléchi, d'une grande culture, auteur de six livres, modeste et pragmatique, AMLO a fait campagne au nom d'une « quatrième transformation » nécessaire. La première (1810-1821) avait abouti à l'indépendance. La seconde (1858-1861) avait réformé l'État désormais séparé de l'Église. La troisième (1910-1920) avait mis fin à la dictature et doté le pays d'une constitution avancée. La quatrième devrait mettre en place un véritable État de droit, une « vraie » démocratie et libérer le pouvoir politique de l'emprise du pouvoir économique. Et AMLO, en excellent connaisseur de l'histoire mexicaine, de citer ses modèles d'hommes publics : Juárez, Madero et Cárdenas. Le président a commandé l'élaboration d'une « Constitution morale » afin de développer chez ses compatriotes une conscience éthique comme le proposait Alfonso Reyes dans sa *Cartilla moral* en 1944.



Il a proclamé l'« austérité républicaine » qu'il pratiquait déjà à l'époque où il était maire de Mexico, habitant un cottage de Tlalpan, un quartier de classe moyenne, avec sa conjointe Beatriz Gutiérrez Müller, historienne et spécialiste des communications, auteure de plusieurs ouvrages. AMLO a ainsi réduit de moitié son salaire mensuel, l'abaissant à 5 700 USD. Il a renoncé à la résidence présidentielle (*Los Pinos*) et en a fait un centre culturel au profit des citoyens, installant ses quartiers au Palais national sur le *Zocalo*. Tous les matins, à 7h, il y tient une conférence de presse afin d'informer les citoyens par l'entremise des journalistes. Il a mis en vente l'avion présidentiel et voyage sur des vols commerciaux, se soumettant aux mêmes contrôles que ses compatriotes. Désormais aucun fonctionnaire ne pourra gagner plus que lui. Dans les ministères l'écart entre le mieux payé et le moins payé ne devra pas dépasser un rapport de 12 pour 1, alors que présentement des cadres peuvent gagner 80 fois ce que gagnent les salariés les moins bien payés. Les juges ont accepté de s'imposer une baisse de traitement de 25 % ramenant leurs émoluments mensuels à 10 000 USD.

Il s'est engagé à réduire la pauvreté par la hausse du salaire et la création d'emplois. En vertu d'un pacte avec le patronat, il a décrété une hausse de 16 % du salaire minimum, la plus forte hausse en 23 ans. Le salaire minimum est ainsi passé de 88 à 102 pesos par jour (5,11 USD). Mais dans la zone frontalière nord, le salaire a été porté à 176 pesos (8,79 USD). Une étude du Coneval a établi que le pouvoir d'achat réel des ménages à faible revenu avait diminué de 20 % entre 1992 et 2016 et que 53,4 millions de Mexicains (43,6 % de la population totale) vivaient sous le seuil de pauvreté, dont 7,6 millions qui vivaient dans l'extrême pauvreté. La moitié des enfants mexicains – plus de 20 millions – vit dans la pauvreté. Le gouvernement veut développer l'économie sociale. Il prévoit doubler la valeur des prestations de retraite et accorder une pension universelle aux personnes souffrant d'un handicap.

Il entend améliorer et étendre l'éducation en distribuant 10 millions de bourses (son slogan de campagne était : « *Becarios sí, sicarios no* »). Il parle de créer 100 universités publiques. Soucieux de valoriser le métier d'enseignant, il a mis fin aux évaluations arbitraires qu'avait instituées l'administration précédente. La création de deux millions de postes d'apprentis salariés en entreprise facilitera l'embauche des jeunes. Les entreprises ont déjà offert

300 000 postes.

L'accès aux soins de santé sera amélioré pour tous. Actuellement bien des Mexicains, ceux qui travaillent dans le secteur informel, n'ont pas accès aux soins ni aux médicaments gratuits réservés aux salariés qui paient des cotisations rattachées à leur condition de syndiqués.

Un combat sans merci sera mené contre la corruption et l'impunité. Une loi ferait de la corruption un délit grave, ce qui impliquerait que les membres du gouvernement, y compris le président, perdraient leur immunité et pourraient être jugés pour un tel délit au cours de leur mandat. Récemment AMLO s'est attaqué au vol de carburant qui afflige la rentabilité de Pemex. Ce vol a représenté des pertes de plus de 3,3 milliards USD en 2018, soit 60 % de ce que coûtera la hausse des pensions aux retraités! La « traite des oléoducs » s'est développée depuis 2000 sans que l'État ni Pemex n'interviennent. Des fortunes sont nées du détournement de carburant. En 2018, il y aurait eu 12 000 saignées. Les *huachicoleros* sont membres de cartels qui perforent les oléoducs, quitte à ce que de petites gens se servent ensuite, au risque de périr dans une explosion comme cela s'est produit dans l'État de Hidalgo. Les militaires ont été mobilisés pour la surveillance. Des oléoducs ont été fermés, obligeant Pemex à acheter des centaines de camions-citernes. Des pénuries de carburant en ont résulté, car le pays consomme 800 000 barils par jour.

Le Mexique entend récupérer sa souveraineté. Il ne sera plus une « *piñata* » que les invités rompent pour s'approprier les friandises. Le Mexique s'est retiré du Groupe de Lima dont la seule fonction était d'œuvrer à un changement de gouvernement au Venezuela pour le compte des États-Unis. AMLO a rappelé le principe de base de la diplomatie mexicaine : la non-ingérence dans les affaires des autres pays. Et de prôner la résolution pacifique des conflits par la médiation.

Le commerce avec les États-Unis est un volet essentiel de l'économie mexicaine. Les échanges entre les deux pays totalisent annuellement 600 milliards USD et les investissements directs US dépassent les 100 milliards. Plus de 1,2 million d'emplois aux États-Unis reposent sur les exportations au Mexique. On doit comprendre que la construction d'un mur sur la frontière gênerait ces échanges. Il ne saurait être question que la facture soit refilée au Mexique d'aucune façon. Concernant l'émigration, le Mexique veut par la création d'emplois mieux rémunérés réduire à la source l'incitatif à l'émigration transfrontalière. Il a demandé au voisin du Nord de participer à un programme de développement pour les pays d'Amérique centrale d'où partent ces caravanes de migrants qui inquiètent tant Donald Trump et ses partisans.

AMLO devra s'attaquer à l'insécurité et à la violence, celles qui sont imputables aux cartels et celles qui proviennent des forces de sécurité, avec comme bilan plus de 100 000 morts et des dizaines de milliers de disparus depuis 2006. La disparition forcée a commencé en 1968 sous la présidence de Díaz Ordaz. D'abord occasionnelle elle est devenue une pratique courante vers 1974 et au-delà sous l'empire de la « guerre sale ». Elle a pris une grande ampleur sous Calderón à la faveur de la guerre contre les narcotrafiquants, puis a continué de plus belle sous Peña Nieto. Le nombre de disparus s'établissait en janvier 2019 à 40 180. Selon AMLO, les problèmes de sécurité publique sont liés à la décomposition des corps policiers et à la corruption qui les gangrène. Il vient d'obtenir du Congrès et des États l'aval pour la création d'une Garde nationale composée de soldats de la marine, de l'armée et de la police fédérale, sous le commandement du ministère de la Défense. La militarisation de la sécurité publique a néanmoins soulevé des objections et des inquiétudes tant il est vrai que

les militaires en ont mené large sous les administrations antérieures. On peut déjà porter au crédit du gouvernement la libération de prisonniers politiques et l'annonce d'une révision d'autres détentions sans procès. Beaucoup des prisonniers libérés étaient des résistants à la réforme éducationnelle. La détermination à ne pas criminaliser la protestation sociale est aussi très encourageante. Le gouvernement a enfin créé une commission d'enquête sur la disparition (donc l'assassinat) en septembre 2014 des 43 étudiants d'Ayotzinapa et le rôle qu'a tenu le gouvernement Peña Nieto dans l'exécution et le camouflage.

Si la « quatrième transformation » du Mexique peut soulever espoirs et enthousiasme, la tâche demeure titanesque. AMLO est pressé d'appliquer son programme, ce qui ouvre la porte à des improvisations et à des dérapages. Le président est élu pour un mandat de six ans non renouvelable. S'il n'est pas tout-puissant comme à l'époque de Porfirio Díaz, il dispose de beaucoup plus de pouvoir que le président des États-Unis, n'ayant pas à affronter une séparation des pouvoirs aussi rigide et un système de poids et de contrepoids. Il entend gouverner avec le peuple et le consulter au besoin quitte à bousculer les institutions et de gros intérêts. Déjà il a annulé le projet de construction d'un nouvel aéroport de Mexico après avoir consulté les citoyens affectés. Cette décision comme celle de relancer la production et la distribution d'électricité par l'entreprise d'État créent des remous et des résistances dans le secteur privé. Les uns en attendaient de juteux contrats de construction alors que les autres se sont enrichis de la vente de l'électricité à prix forts. La connivence entre les hautes sphères du pouvoir et les milieux d'affaires fut à l'origine d'enrichissements illicites.

Il est évident qu'AMLO dérange : des médias puissants deviennent la voix de l'opposition à ses mesures, à ses projets. Le président se fait de nombreux ennemis, ce qui ne peut qu'inquiéter son entourage dans un pays où l'assassinat politique a pris une ampleur dramatique. La dernière campagne électorale fut la plus mortelle de l'histoire mexicaine. Nombre d'élus et de militants ont récemment payé de leur vie leur engagement pour le changement.

Il n'empêche que la perception du public est toute autre. À près de 100 jours de son entrée en fonction, AMLO peut se targuer d'un taux d'approbation qui frise les 80 %, une situation totalement inédite dans le Mexique.

Claude Morin

Claude Morin. *Professeur (retraité) d'histoire de l'Amérique latine, Université de Montréal.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Claude Morin](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Claude Morin](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca